

L'énergie

n'est

pas

une

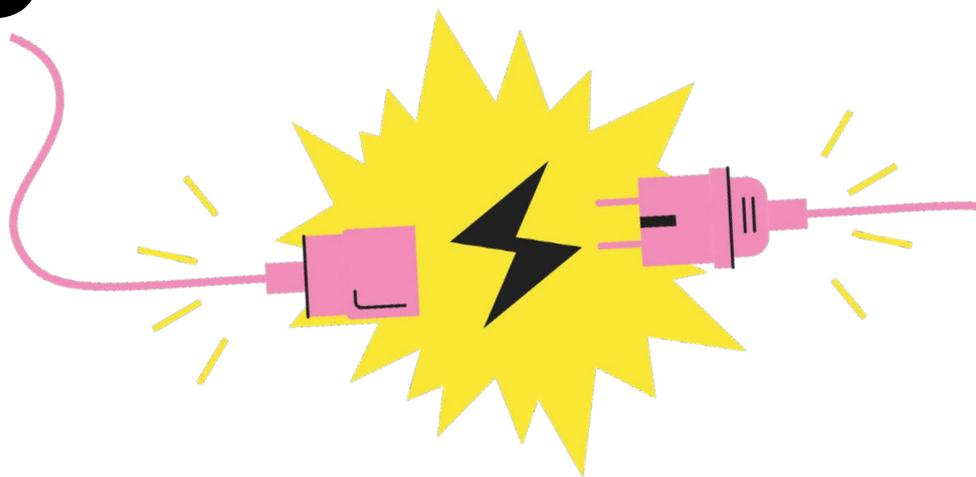
marchandise

comme

les

autres

Depuis l'invention de la machine à vapeur et la maîtrise de l'électricité par l'homme, l'énergie est devenue, en quelque sorte, le moteur de notre civilisation. Elle est indissociable du fonctionnement de notre société moderne et industrialisée. Mais, dans le contexte de la libéralisation du marché, elle est avant tout un produit commercial. La préoccupation majeure des acteurs du marché de l'énergie est de faire du profit, pas de veiller à ce que la population ait accès à la quantité de gaz et d'électricité nécessaire pour satisfaire ses besoins élémentaires. Dans le monde tel qu'il fonctionne aujourd'hui, l'énergie devrait pourtant être un droit, un bien commun, une mission de service public.



Par Adrienne Demaret

Pour une vie digne

« C'est comme si vous entriez dans un funérarium. Depuis, le silence me file des angoisses ». Dans le podcast du Rwadé¹, « Ma vie sans énergie », plusieurs témoins racontent ce « jour de la coupure », quand leur vie s'est arrêtée. En effet, se laver, se chauffer, cuisiner, s'éclairer deviennent un défi quotidien. Sans parler des conséquences physiques et psychologiques : stress, humiliation, honte, repli sur soi. Chaque année, en Wallonie, plus de 6.000 ménages sont coupés en gaz et/ou en électricité. En Belgique, presque un quart des ménages est en situation de précarité énergétique², c'est-à-dire que le budget consacré à l'énergie dépasse les 11% des revenus. Cela crée de l'endettement, de l'auto-privation et dans les cas les plus extrêmes, des coupures telles que décrites plus haut. À l'échelle mondiale, c'est 685 millions de personnes dans le monde qui vivent encore sans électricité. Pandémie de Covid-19, conflit au Moyen-Orient, guerre en Ukraine... les crises mondiales successives ont retardé plus encore l'accès universel à une énergie fiable et durable à un coût abordable que prévoit pourtant l'Objectif de Développement Durable n° 7 pour 2030. L'accès à l'énergie, au même titre qu'à l'eau potable, participe à une vie digne. L'ODD7 souligne d'ailleurs que l'énergie est un « bien commun ».

Bien commun

Il est dès lors intéressant de se demander ce qu'est un bien commun. Dès l'antiquité, de nombreux chercheurs et philosophes se sont penchés sur ce concept, qui s'inscrit plutôt dans un registre économique. En effet, le bien commun est l'activité économique qui permet de gérer « l'habitation commune », afin que tous les habitants aient une « vie bonne ». De façon plus contemporaine, « les biens communs » désignent les ressources communes ou biens collectifs à une communauté humaine et qui ne peuvent être privatisés, comme on peut le lire sur le site Youmatter : « *Les biens communs désignent des ressources partagées, accessibles à un groupe ou à une communauté plutôt qu'à des propriétaires individuels. Ce sont des ressources naturelles ou sociales qui sont utilisées et gérées collectivement. Les biens communs peuvent inclure des éléments tels que l'eau, l'air, les forêts, les pâturages, les océans, les connaissances partagées, les logiciels open source, des services, etc. Ces ressources ont deux particularités : la rivalité et la non-exclusion. La rivalité signifie que l'utilisation d'une partie des biens communs par une personne limite la quantité ou la disponibilité pour les autres. La non-exclusion signifie que l'accès à ces ressources n'est pas restreint, ou du moins, n'est pas facilement exclu pour les membres de la communauté* ». L'énergie en général et l'électricité en particulier font aujourd'hui partie de ces biens communs essentiels. Mais leur gestion est une entreprise compliquée. En effet, « *les utilisateurs doivent trouver des moyens de coopérer, de partager et de réguler l'utilisation de ces ressources afin de prévenir leur épuisement ou leur détérioration* ». Et clairement, c'est là que le bât blesse.



Pour une reprise en main publique

L'énergie est une des principales dépendances de l'homme. Pire, sa consommation ne cesse de grandir tant nos modes de vie sont avides d'énergie. Sans énergie, tout s'écroule. Imaginer que nous pourrions, aujourd'hui, de façon collective, nous passer d'électricité semble ridicule. Au vu de ce besoin nécessaire, il est plus que risqué de privilégier la rentabilité à court terme et la marchandisation, plutôt que la consolidation à long terme d'un accès pour tous à l'énergie. Pourtant, les énergies ne sont pas une ressource infinie, et ce qui est rare est cher. La société est donc prostrée devant un dilemme, coincée entre la volonté d'assurer un accès ininterrompu à l'énergie, pour tous, et le sentiment de pénurie qui fait que les prix de ces combustibles et de l'électricité s'envolent aux moindres tensions géopolitiques. Dans une tribune au Monde, des représentants des salariés d'Enedis et d'EDF déclarent ainsi : « *L'énergie est un bien vital, garant d'une société émancipée et épanouie. Pour que notre société reste juste, équitable et assure à l'ensemble de ses concitoyens un égal accès à l'électricité, il nous faut garantir en permanence des tarifs accessibles et maîtrisés tout en répondant aux défis de la transition écologique. Cette expression traduit des inquiétudes et exprime une urgence. Depuis plus d'un an, les prix de l'énergie s'envolent, impactant durablement le pouvoir d'achat des ménages, nos finances publiques et nos entreprises. Intervenant dans un contexte déjà marqué par la crise sanitaire, cette hausse vertigineuse rend les capacités d'absorption très inégales et inacceptables (...) L'énergie est un bien commun et doit le rester : face aux enjeux de coupures d'électricité, de sécurité d'approvisionnement, de maîtrise tarifaire et de stratégie industrielle, une seule réponse est possible : le déploiement d'un véritable service public de l'énergie* ». Cette analyse, nous la partageons, nous y croyons, fermement. C'est pourquoi notre campagne 2024 porte sur la création d'un Four-nisseur Public d'Énergie. Pour que l'État considère enfin l'énergie comme un bien commun, et que plus jamais un usager n'ait à choisir entre manger ou se chauffer.

L'ÉNERGIE EST

UN BIEN COMMUN (...)

PUISQU'ELLE EST

INDISPENSABLE

AU DÉVELOPPEMENT PHYSIOLOGIQUE

DES ÊTRES HUMAINS ET DE CHAQUE ÊTRE

VIVANT PRIS INDIVIDUELLEMENT, MAIS

AUSSI AU DÉVELOPPEMENT DES SOCIÉTÉS

PRISES DANS LEUR ENSEMBLE.

Jean-Bernard Lévy, Cécile Renouard et Charles Weymuller,

« Penser les biens communs pour affronter les « dilemmes tragiques » de l'énergie »,
Le Grand Continent, 25 novembre 2022.

1. Réseau wallon pour l'accès durable à l'énergie.

2. <https://www.rwade.be/res-sources/?090dceb-category=podcast>

3. <https://kbs-frb.be/fr/barometre-de-la-precarite-energetique-2024>

4. Biens communs : Définition, origine et importance pour la transition écologique ? in Youmatter, 17 mai 2023.

5. Tribune collective des salariés d'Enedis et d'EDF, « L'énergie est un bien commun et doit le rester », in Le Monde, 2 janvier 2023.